
Autour de la guerre totale

David Bell, Annie Crépin, Hervé Drevillon, Olivier Forcade et Bernard Gainot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12049>

DOI : 10.4000/ahrf.12049

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2011

Pagination : 153-170

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

David Bell, Annie Crépin, Hervé Drevillon, Olivier Forcade et Bernard Gainot, « Autour de la guerre totale », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 364 | avril-juin 2011, mis en ligne le 01 décembre 2014, consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12049> ; DOI : 10.4000/ahrf.12049

Tous droits réservés

SI L'ON PARLAIT DE LA RÉPUBLIQUE ?

Dan EDELSTEIN
Andrew JAINCHILL
Frédéric RÉGENT
Pierre SERNA
Anne SIMONIN



Le décalage entre élites et masse des citoyens, que le thème de la corruption des nantis traduit de façon objective, au risque de devenir un argument populiste, se trouve à l'ordre du jour ces derniers mois de façon prégnante. La France voit son tissu social se défaire avec d'un côté l'abandon d'un État solidaire issu des grandes conquêtes de l'après seconde guerre mondiale, et de l'autre l'étalage sans vergogne des richesses les plus colossales. L'abandon de certains aspects fondamentaux du pacte républicain par le garant même des institutions de la République a été souligné par des juristes de renom, par exemple lorsque fut brandie la menace de retirer leur citoyenneté à des Français naturalisés. Le blocage de l'ascenseur social construit sur une excellence de l'école républicaine devient patent. Sont réunis parmi d'autres signes inquiétants, quelques éléments qui rendent urgente une réflexion approfondie sur la République comme legs complexe de la décennie révolutionnaire.

De la décennie révolutionnaire ? Et si la clé se trouvait aussi en aval, dans l'avant de la Révolution dans la conception et la pratique classique et moderne à la fois des républiques anciennes, européennes et américaine ?

La République française née en 1792 n'afficherait pas tant son exception mais l'exceptionnelle continuité de la naissance de ces républiques, différentes et ressemblantes, de 1776 à 1804 à Haïti, sans oublier par la suite la décolonisation de l'Amérique du sud. Le débat se transporterait ainsi vers l'amont, vers les Antilles en Révolution, vers le XIX^e siècle, aussi...

L'aventure des républiques ne faisait que commencer et leur longue conquête, depuis deux cents ans l'illustre bien et de façon complexe. Si en

soi, la République peut légitimement sembler le moins mauvais des régimes et écrivons-le celui qui peut parvenir à concilier le mieux les idéaux philanthropes du siècle des Lumières, en réalité et l'actualité le prouve, la volonté parfois irraisonnable de l'Occident à vouloir imposer coûte que coûte son modèle à l'ensemble de la planète ne va pas sans poser de problème.

En réunissant deux historiens américains de la Terreur et du Directoire, une historienne de la citoyenneté durant la période de la Révolution à la Libération, et enfin un spécialiste de l'histoire des colonies françaises aux XVIII^e et XIX^e siècles, l'on a voulu rester sur la matrice de la période révolutionnaire tout en élargissant un débat devenu un enjeu important de la « globalisation » pour peu que l'on ait encore espoir dans un message universel et républicain, qui refuse de considérer la mondialisation sous le seul aspect des marchandises commercialisées et des actions artificiellement évaluées.

Pierre SERNA

*

Pierre SERNA

Vous avez rencontré la République dans vos travaux, quelle définition en donneriez-vous ?

Andrew JAINCHILL¹

Pour comprendre la république en tant que concept et idéal politique pendant la Révolution française, il est nécessaire de prendre en considération la richesse de son contexte historique. À l'origine, le terme romain renvoyait à l'ensemble du corps politique, à l'État ou au bien public, mais pouvait en fait correspondre à tout type de gouvernement, hormis la tyrannie². Cependant, au début de la période moderne, l'idée de république s'est développée concomitamment à un rejet de la monarchie pour devenir « exclusive » – pour reprendre un terme tiré de deux importantes publications récentes³. Pendant la Révolution française, république et monarchie étaient perçues comme deux systèmes politiques résolument

(1) Les textes d'Andrew Jainchill ont été traduits par Évelyne Martin-Gidel.

(2) James HANKINS, « Exclusivist Republicanism and the Non-Monarchical Republic », *Political Theory*, n° 38-4, p. 456-457.

(3) James HANKINS, *op. cit.* ; Éric NELSON, *The Hebrew Republic : Jewish Sources and the Transformation of European Political Thought*, Cambridge, Massachusetts, 2010.

antithétiques. Chaque système politique avait sa propre dynamique, nourrissant autant de préoccupations, de problèmes, de solutions et au final de pratiques. Donc, les républiques durent affronter des dilemmes spécifiquement républicains, dont les réponses l'étaient tout autant, même si le terme de « république » demeurerait imprécis. John Adams écrit cette phrase célèbre en 1787 : « On donne le nom de république aux choses qui sont dans leur nature aussi différentes et contradictoires que la lumière et l'obscurité, que la vérité et le mensonge, la vertu et le vice, le bonheur et le malheur »⁴. Montesquieu considère trois types de gouvernement distincts : la république, la monarchie et le despotisme, et définit le « gouvernement républicain » comme « celui dans lequel le peuple en corps ou seulement une partie du peuple a la souveraine puissance »... Lorsque dans une république l'ensemble du peuple dispose du pouvoir souverain, on peut parler de démocratie. Lorsque la souveraine puissance est aux mains de quelques-uns, il s'agit d'une aristocratie⁵. La définition de Montesquieu est reprise pratiquement mot pour mot dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, alors que le *Dictionnaire de l'Académie française* définit une république comme « un État gouverné par plusieurs »⁶. Rousseau colle au sens littéral et étymologique du terme et définit une république comme un État gouverné pour le bien public : « J'appelle donc République tout État régi par des lois, [...] car alors seulement l'intérêt public gouverne et la chose publique est quelque chose »⁷. Ces diverses tentatives de définition du XVIII^e siècle ne précisent aucune constitution, aucun contrat politique. Cependant, au terme de « république », indissociable de son héritage historique, et particulièrement classique, sont attachées de puissantes résonnances et connotations.

Dan EDELSTEIN

Au moment où la Révolution éclate, le modèle d'une république sans lois autres que celles de la nature co-existait à côté d'autres modèles répu-



(4) John ADAMS, *A Defence of the Constitutions of Government of the United States of America*, 3 volumes, Philadelphia, 1787, p. 1-87.

(5) Charles-Louis DE SECONDAT, baron DE MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois*, 1748, dans *Œuvres complètes*, Paris, éd. Roger Caillois, 2 volumes, 1949-1951, p. 2-239.

(6) Denis DIDEROT et Jean LE ROND D'ALEMBERT (éd.), *Encyclopédie, ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, 35 volume, Paris, 1751-1772, article « République » (par le Chevalier de Jaucourt) ; *Dictionnaire de l'Académie française*, première édition, 1694), quatrième (1762) et cinquième (1798) éditions, article « République » (en ligne : <http://humanities.uchicago.edu/orgs/ARTFL/>).

(7) Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social* [1762], dans *Œuvres complètes*, 5 volumes, Paris, 1959-1995, III, p. 379-380.

blicains, plus « classiques », et généralement inspirés d'auteurs anglais, ou du Montesquieu de *L'Esprit des lois*, ou encore de Rousseau. Ce sont d'ailleurs ces autres modèles qui inspireront les premiers manifestes républicains, comme le traité de François Robert, *Le républicanisme adapté à la France* (1790), ou les écrits de Condorcet et de Thomas Paine. Mais la chute de la monarchie, en août 1792, change la donne. Le gouvernement français devient *de facto* républicain. Mais, selon l'analyse qu'en donne Robespierre, l'insurrection du 9-10 août dissout également les liens politiques qui unissaient les Français entre eux, ainsi qu'à leur roi : la France est donc rentrée dans « un état de nature par rapport au tyran ». Cet état de nature n'est pas absolu, et concerne surtout le statut légal du roi, que la Convention jugerait sous peu selon le droit des gens, et non pas le droit positif (la Constitution de 1791). Mais la tradition jusnaturaliste était sur ce point tout à fait claire : lorsqu'un peuple faisait usage de son droit d'insurrection et renversait un tyran, il retombait dans l'état de nature. Ainsi, dans son décret sur le jugement du roi, Nicolas-Marie Quinette commencera par affirmer que « dans les révolutions politiques, il n'y a de lois positives que celles de la nature ».

Ce passage obligé par l'état de nature aurait pu s'effectuer sur un plan purement théorique. Mais, chose curieuse, au fil des interventions contre Louis XVI, des députés montagnards associent régulièrement le régime « juridique » (jusnaturaliste) de ce procès avec le nouveau régime « politique » du gouvernement républicain. Ainsi, par exemple, Siméon Bonnesœur-Bourguinière décrit la république comme « la forme de gouvernement le plus proche de la nature », alors que Jean-Bon Saint-André annonce que la mort du roi entraînerait la restauration de « l'ordre naturel des sociétés » (un écho, peut-être, du titre de Mercier de la Rivière). Marie-Joseph Chénier, pour sa part, mène cette réflexion plus loin, appelant la Déclaration des droits une « loi éternelle » et la « Constitution de tous les peuples ».

C'est précisément lors des débats sur la nouvelle Constitution (en avril-mai 1793) que cette interprétation de la Déclaration des droits comme première – et meilleure – Constitution républicaine devient courante parmi les montagnards. En effet, une analyse des projets constitutionnels et des discours qui les accompagnent montre bien que les montagnards s'intéressent très peu à la Constitution (le projet constitutionnel de Robespierre, par exemple, est essentiellement un rappel de sa Déclaration). Dans leur vision politique, et contrairement à la thèse « révisionniste », c'est le droit naturel qui doit être à la source de toute législation, et non pas la volonté générale (défendue, elle, par les girondins). Saint-Just se fit le théoricien de cette idée du droit, affirmant que « la cité ne peut reconnaître d'autres

lois que celles de la nature [...] La loi n'est donc pas l'expression de la volonté mais celle de la nature ».

Bien sûr, les montagnards finirent bien par adopter une Constitution. Mais leurs réticences, et surtout leur sentiment que les lois de la nature étaient seules suffisantes pour l'État, mettent sous un nouveau jour la suspension de la Constitution en octobre 1793.

Anne SIMONIN

« Comme idée, la République se construit en référence à la Révolution en tant que moment constituant » écrit Juliette Grange dans *L'Idée de République* (2008). Ce constat, que je partage, pose la question de la Terreur, de la violence et du non-droit dans le cadre d'un régime politique qui fait de la loi l'opérateur tout puissant de la volonté politique. Si l'on accepte de réintégrer la Terreur dans l'histoire longue de la République, en ne sous-estimant pas la radicalité de ses exclusions, mais en n'ignorant pas non plus l'importance fondamentale alors accordée au droit pour classer, discriminer, distinguer l'ennemi politique, se dessine une histoire des républiques françaises où prédomine le souci d'encadrer, de limiter la zone du non-droit en pensant juridiquement l'exception....

Se déprendre d'une vision terrorisée, totalitaire de la Terreur, permet d'admettre que, en temps d'exception, la République a toujours cherché à produire du droit, et ne s'est, depuis l'origine, jamais départie d'une quête de la légalité, et d'une recherche de la légitimité. D'où l'intérêt de repenser la mort de l'ennemi politique sous la Révolution en se déprenant de la guillotine⁸ et, en revanche, en prenant en compte l'infamie, les privations de droit, les atteintes portées à la capacité juridique des sujets qui, tout en leur laissant la vie sauve, ambitionnent d'anéantir leur possibilité de nuire. La figure extrême de l'ennemi politique de la Terreur n'est alors plus le guillotiné mais l'émigré, le mort civil, le mort-vivant privé par décision administrative de tous ses attributs de sujets de droit, de ses biens en particulier, ses propriétés étant confisquées au profit de la nation... À l'opposé, surgit aussi une figure plus douce de l'ennemi, l'indigne, le mauvais citoyen, le frère-fils qui n'est pas digne du plein exercice de ses droits, et qui, dégradé, va, pour un temps, être enfermé dans un « carcan d'infamie ». La sous-estimation du rôle de l'infamie de droit à l'une des époques d'exception les plus exceptionnelles traversée par la République, l'an II, me semble avoir pour conséquence une minoration dévastatrice



(8) Daniel ARASSE, *La Guillotine et l'imaginaire de la Terreur*, Paris, Flammarion, 1987.

de l'honneur comme principe du gouvernement républicain⁹. En préservant les peines infamantes héritées du droit ancien dans le code pénal de 1791, la Révolution a accompli une formidable démocratisation de l'honneur, jusqu'alors apanage des classes supérieures, et construit la figure du citoyen sur le modèle du « noble parfait »¹⁰. Cet impensé aristocratique de la citoyenneté me paraît au moins autant que la « peur du clergé » au fondement du refus d'une Déclaration des devoirs du citoyen en 1789¹¹ : « noblesse oblige ? ». Citoyenneté aussi. Mais davantage : on n'est pas ou non « citoyen » dans la République. Selon la logique de la dégradation importée du droit canon, et active dans la dégradation des armes et de noblesse au fondement de la dégradation civique de 1791, qui veut que soit rétrogradé dans l'ordre des citoyens le frère-fils criminel, on est *plus ou moins* citoyen dans la République. Ce qui fait de la citoyenneté, alors, de la nationalité, aujourd'hui, un attribut irréfragable du citoyen, dont il ou elle peut être privé pour un temps, mais jamais définitivement déchu.

Frédéric RÉGENT

Le terme de République apparaît pour la première fois aux Îles du Vent (Petites Antilles françaises) le 4 décembre 1792. La Guadeloupe est alors dominée par des contre-révolutionnaires aristocrates qui ont remplacé le drapeau tricolore par le drapeau blanc en Guadeloupe et en Martinique. Lacrosse, envoyé de la Convention, chargé de proclamer la République aux Îles du Vent adresse cette proclamation à la population :

« L'égalité la liberté, tels sont les bases de notre gouvernement. C'est donc à vous, Citoyens, de toutes les couleurs que je m'adresse, ne faisant plus qu'une seule et même famille, notre union sera notre force, et l'esclave, votre propriété, sera attaché à ses travaux par l'exemple que vous lui donnerez. Au premier coup de canon que la France va tirer contre vous ; ne craignez vous pas que vos ateliers se dispersent ? Attaqués au dehors et menacés au dedans, quels seront vos moyens de résistance ? »¹².

(9) Hervé DRÉVILLON, « L'âme est à Dieu et l'honneur à nous. Honneur et distinction de soi dans la société d'Ancien Régime », *Revue historique*, n° 2, 2010, p. 361-395.

(10) Robert DESCIMON, « The Birth of the Nobility of the Robe : Dignity versus Privileges in the Parlement of Paris, 1500-1700 », dans Michael WOLFE, *Changing Identities in Early Modern France*, Durham and London, Duke University Press, 1997, p. 95-123.

(11) Marcel GAUCHET, *La Révolution des droits de l'homme*, Paris, Gallimard, 1989, p. 245-256.

(12) AN C7A 45, fol. 162-164. Dernier moyen de conciliation entre la Mère patrie et les colonies révoltées adressé par le citoyen Lacrosse, capitaine de vaisseau de la République française commandant la frégate La Félicité, à tous les habitants, ses frères et ses amis, Roseau (Ile de la Dominique), 4 décembre 1792.

La République tombe sur les colonies sans prévenir. Les colonies se réveillent un jour sans roi. Il n'existe auparavant pas de revendication républicaine à proprement parler. Il y a des revendications égalitaires des citoyens passifs blancs qui convergent avec celles des libres de couleur, exclus du titre même de citoyen. Lacrosse définit donc la République comme égalitaire entre libres quelle que soit leur couleur, mais esclavagiste.

Pierre SERNA

Frédéric Régent, la question du droit et du statut des personnes est je l'imagine essentielle pour la naissance de la République aux Antilles :

Frédéric RÉGENT

Plus que la question du statut des personnes, c'est la question sociale qui est essentielle dans le succès de la République aux Antilles. En effet, les libres de couleur ont obtenu la citoyenneté, le 28 mars 1792, en pleine monarchie constitutionnelle, mais le suffrage censitaire écarte la plupart d'entre eux de la vie politique. La République en abolissant toute exigence minimale de fortune pour accéder à la citoyenneté active, leur permet de participer activement à la vie politique. Dans un deuxième temps, l'abolition de l'esclavage, proclamée à Saint-Domingue le 29 août 1793 et étendue à toutes les colonies, le 4 février 1794, permet la sauvegarde de la République en créant de nouveaux défenseurs, dans un contexte de guerre générale dans les colonies. C'est donc dans un deuxième temps que la question du statut joue un rôle essentiel dans la conservation de la République aux Antilles.

Pierre SERNA

Chacun dans son domaine insiste sur un point : la république exige un passage par le droit écrit, le contrat, mais est ce la même chose que la constitution ? quel est l'enjeu de cette nuance qui me semble de taille ?

Dan EDELSTEIN

Lorsque Rousseau fait l'éloge du « grand Législateur » dans *Le contrat social*, il souligne un trait fondamental dans la pensée républicaine dite « classique » : pour fonder une république durable, il faut un code de lois qui s'accorde parfaitement aux citoyens en question. Rousseau suit ici Montesquieu, qui avait insisté sur la variabilité des lois selon le climat, le tempérament et l'histoire d'un peuple ; mais il perpétue aussi une tradition républicaine beaucoup plus longue, qui remonte à Machia-



vel. En effet, dans ses *Discours sur Tite-Live* (tout comme, d'ailleurs, dans *Le prince*), Machiavel décrivit la promulgation de lois fondamentales comme l'œuvre la plus importante de quiconque voudrait fonder une république. Ainsi, bien qu'il s'agisse dans ce cas-ci d'un royaume, Machiavel déclare que Numa Pompilius, et non pas Romulus, était le véritable père de Rome, puisque c'est lui qui apprivoisa à force de lois – et d'institutions : j'y reviendrai – le peuple romain.

Si on appelle ce républicanisme « classique », c'est aussi en reconnaissance du fait qu'il réfléchit une conception antique du rôle des grands législateurs dans la fondation d'un État. Si Rousseau se nourrit de Machiavel (et rappelons que *Le Prince* est décrit comme « le livre des républicains » dans *Le contrat social*), il est également fêru de Plutarque, et des « vies illustres » de Lycurge, Solon, et Numa.

L'évolution du droit naturel, entre le ^{xvi}^e et le ^{xviii}^e siècle, fut en grande partie liée aux différentes images qu'on se faisait de l'état de nature, et par extension, de l'Amérique. En conséquence, ces images étaient largement façonnées par les récits de voyageurs ayant visité le nouveau monde. Hobbes, qui ne voyait en Amérique que des bandes de sauvages, et qui craignait que l'Angleterre (alors en pleine guerre civile) n'en arrivât au même point, décrivit l'état de nature comme un état de guerre perpétuelle. Il rejoignit ainsi l'avis de Francis Bacon, qui l'avait employé comme secrétaire, et qui insista (dans *De bello sacro*) sur la nécessité pour « l'humanité » de détruire ces sauvages, jugés « inhumains ». Mais tous ne se faisaient pas une idée aussi violente de l'état de nature. S'inspirant du récit de Jean de Léry, Montaigne n'avait-il pas dépeint les « cannibales » du Brésil comme les habitants d'un « âge doré » ? Comme dans la peinture qu'en brossa Ovide (dans les *Métamorphoses*), ces hommes vivent honnêtement et justes, sans lois : *sine legem, fidem rectumque*. Ou plutôt, ils n'ont pas de lois « humaines » : « les loix naturelles leur commandent encores, fort peu abastardies par les nostres ».

Un siècle après la publication des *Essais*, Jean de Léry trouva un autre lecteur dans John Locke, qui lui aussi compara l'état de nature avec « the golden age » (*Second treatise of government*, §111). Mais Locke rappela aussi l'autre leçon d'Ovide : le désir criminel de posséder (*amor sceleratus habendi*) garantissait que l'âge d'or ne durerait pas. Même si, pour Locke, les lois naturelles restaient en vigueur dans l'état social, il fallait aussi un gouvernement, et surtout, des lois humaines (c'est-à-dire positives).

La théorie lockéenne du droit naturel était tout à fait compatible avec le républicanisme classique : comme J. Kent Wright l'a bien montré,

par exemple, Mably combine une pensée classique de la république avec des principes jansénistes.

Pierre SERNA

Anne Simonin, vous placez aussi la question du droit au cœur de la fondation républicaine mais, paradoxalement, à partir d'une réflexion sur le non-droit ?

Anne SIMONIN

Comment des juristes qui ont pensé le sujet de droit, ont pu également être ceux qui ont fait surgir, à une échelle et avec une efficacité inimaginable sous l'Ancien Régime d'où ces procédures extrêmes de privation de la personnalité civile sont importées, le « non-sujet de droit », le sujet dépouillé par le droit de toute personnalité juridique¹³ ? C'est là que réside, selon moi, l'un des plus formidables paradoxes de l'idée républicaine : la dépersonnalisation radicale de l'ennemi politique validée, légalisée, légitimée par le droit. Autre paradoxe : comment un régime qui orchestre l'avènement de la loi, ne cesse de produire, pour un temps qui se veut déterminé, et qui est marqué par l'horizon de la paix à venir, des lois dites de circonstances qui dérogent aux principes énoncés par les Déclarations successives des droits. Or, de ces lois de circonstances sont nés un certain état du droit, un droit d'exception qui lui aussi repose sur des principes fondamentaux. L'apport fondamental de la Terreur dans cette perspective est d'avoir réorganisé les rapports entre le politique et le militaire en énonçant une règle que l'on pourrait formuler ainsi : « Pas de pouvoir militaire dans une République en état de guerre », règle au fondement d'une solution institutionnelle originale, ce que j'ai appelé ailleurs un « état de siège fictif civil »¹⁴, une concentration des pouvoirs, séparés en temps constitutionnel, réunis en temps d'exception, entre les mains d'institutions civiles (les représentants en mission, le tribunal révolutionnaire), organisées sous le nom de « gouvernement révolutionnaire ».

Cette solution ne devait pas rester sans lendemain, puisqu'à la Libération, après la fondamentale rupture imposée par le régime dit de Vichy (1940-1944), c'est à nouveau un état de siège fictif civil, alors baptisé



(13) Jean CARBONNIER, « L'hypothèse du non-droit », dans *Flexible droit. Pour une sociologie du droit sans rigueur*, Paris, LGDJ, 2001, p. 25-47.

(14) Anne SIMONIN, *Le Déshonneur dans la République. Une histoire de l'indignité 1791-1958*, Grasset, 2008, p. 269-277.

« gouvernement provisoire de la République française » qui a permis le « rétablissement » de la République et inauguré la IV^e du nom.

Si l'état de siège fictif civil n'a pas permis d'éviter des moments de violence extrême, qu'il s'agisse de ce que l'on désigne habituellement sous le nom de « Grande Terreur » en l'an II, ou des règlements de compte de l'épuration dite « sauvage » en 1944, cette solution politique est parvenue à éviter à la République en temps d'exception de sombrer dans l'anomie et la guerre civile. Aussi radicales qu'aient été les catégories d'ennemis politiques (les deux tiers des victimes légales de la Terreur sont imputables à la mise hors de la loi instituée en mars 1793, à l'exécution après simple constatation d'identité des ennemis pris les armes à la main), les juristes révolutionnaires ont toujours éprouvé la nécessité de « faire le tri ». Ils n'ont jamais réalisé un complet amalgame des ennemis dans une catégorie mortifère, telle « l'ennemi du peuple » conceptualisée en l'an II. Et ce moins par amour du genre humain que parce que leur vision de l'ennemi est demeurée éminemment politique : l'ennemi essentiel de la Terreur n'est pas l'étranger, mais l'émigré, celui ou celle qui prétend rester neutre par rapport à la communauté politique.

Pierre SERNA

Ce qui nous fait aborder un autre temps de la république en train de se construire, non plus dans la théorie ou dans la discussion mais dans la dimension guerrière et matricielle d'une certaine manière, le citoyen républicain est aussi celui qui doit défendre sa patrie les armes à la main !

Dan EDELSTEIN

Or, c'est précisément ce cas-là qui est envisagé dans un ouvrage capital du tournant du XVIII^e siècle, le *Télémaque* de Fénelon. Le chapitre consacré à la Bétique, en particulier, présente un état hybride : ces habitants « n'ont appris la sagesse qu'en étudiant la simple nature », mais ils ne vivent pas (contrairement à ce qu'en disent bon nombre de commentateurs) dans un état de nature. Ce sont des cultivateurs et des artisans ; ils travaillent le bois et le fer ; ils exploitent même des « mines d'or et d'argent ». Ils disposent, en plus, une forme primitive de gouvernement : « chaque famille est gouvernée par son chef, qui en est le véritable roi. Le père de famille est en droit de punir chacun de ses enfants ou petits-enfants qui fait une mauvaise action ; mais, avant que de le punir, il prend les avis du reste de la famille ».

Quel nom donner à ce type d'État ? Fénelon le décrit comme l'âge d'or, qui sert de modèle. Mais on peut facilement voir comment il se dis-

tingue des descriptions classiques de ce temps mythique. La grande question est en fait de savoir comment Fénelon résout le problème fondamental de la durée de l'âge d'or : qu'en devient-il de l'*amor sceleratus habendi* ? Comment se fait-il que la Bétique ne choit pas dans un âge d'argent, voire de fer ? Une lecture attentive du texte révèle que Fénelon propose une réponse « républicaine » à ce problème jusnaturaliste. Plutôt que de préserver la vertu naturelle des habitants de la Bétique par un code de lois (la version « Numa » du républicanisme), il insiste sur l'importance des « institutions » et des « mœurs », deux autres concepts-clés du républicanisme classique. En effet, Machiavel insistait déjà sur le besoin d'institutions et de mœurs pour garantir le respect des lois.

Chez Fénelon, l'institution la plus visible est celle de la censure : les Béticains « ne veulent souffrir que les arts qui servent aux véritables nécessités des hommes ». L'objectif de cette interdiction est le maintien de mœurs frugales, qui à leur tour empêchent l'âge d'or de sombrer dans un autre âge : « C'est le retranchement des vaines richesses et des plaisirs trompeurs qui leur conserve cette paix, cette union et cette liberté ». S'y joint une bonne dose de patriotisme : les Béticains ont une horreur de la guerre, mais s'il le faut sont prêts à mourir pour leur patrie (« Il ne faut jamais songer à la guerre que pour défendre sa liberté »). On peut donc appeler l'État hybride de la Bétique par un nom nouveau : c'est une république naturelle, dont les lois viennent uniquement de la nature, mais les institutions sont issues de la tradition républicaine.

Pierre SERNA

De façon concrète et on ne peut plus symbolique, Frédéric Régent, prendre les armes c'est accéder à la république pour les non libres ?

Frédéric RÉGENT

La motivation des esclaves n'est pas seulement de sauver la République, c'est aussi d'obtenir d'elle l'affranchissement¹⁵. En effet, l'action de prendre les armes pour la colonie a toujours permis aux esclaves d'obtenir la liberté. Nous partageons l'avis de Laurent Dubois lorsqu'il affirme que les insurgés de Trois-Rivières, à partir de leur observation des conflits politiques, ont fait le calcul de se rendre aux autorités républicaines plutôt que de s'enfuir dans les montagnes. Ils ont parfaitement apprécié la situation en estimant qu'en s'attaquant aux royalistes, ils rece-



(15) AN C7A46. Lettre de Collot au ministre du 10 mai 1793.

vraient un bon accueil des républicains¹⁶. Le succès des insurgés qui ont réussi à éviter les punitions, enhardit d'autres esclaves qui proposent leurs bras à la République. Des esclaves venus de toute l'île se présentent aux autorités républicaines comme les représentants de leurs congénères. Ils se plaignent de ne pas être assez nourris par leurs maîtres. Les esclaves expriment ainsi leur appui à la République et leur pouvoir politique¹⁷. Ils sont intervenus dans le conflit entre Blancs royalistes et républicains et ont permis à ces derniers de l'emporter.

Faut-il armer les esclaves pour sauver la République ? Ce débat agite les Îles du Vent lorsque la menace britannique se fait de plus en plus pressente en 1794. Le 5 février 1794, le citoyen Lacharière-Larery fait valoir, à la tribune de la Société populaire de Basse-Terre, que le seul moyen de sauver la République est d'armer les esclaves : « Créons des nouveaux défenseurs à la liberté » déclare-t-il. Il propose que le service armé transforme les esclaves en citoyens¹⁸. En mars 1794, un citoyen de couleur, Mentor fils, demande la levée d'un bataillon de 500 chasseurs esclaves à la tribune de la Société populaire de Basse-Terre. Cette motion fut vivement applaudie par tous les hommes de couleur de la société. Clément Joffrain, un citoyen blanc, prend alors la parole et raconte « les scènes affreuses qui s'étoient passés sous ses yeux à St Domingue [...] qu'il résulteroit un grand inconvénient pour la chose publique d'augmenter cet armement »¹⁹. Donner des armes aux esclaves de manière aussi massive, même pour sauver la République, pose d'énormes problèmes aux propriétaires qui ont assisté à deux mouvements serviles violents en 1793 à Trois-Rivières et Sainte-Anne. De plus, ils ont des échos très alarmants de massacres de Blancs par les esclaves à Saint-Domingue. Les maîtres sont hostiles à ces recrutements.

En mars et avril 1794, les Britanniques s'emparent de la Guadeloupe et de la Martinique. L'armement des esclaves aurait-il permis de préserver les colonies des Îles du Vent ? Leborgne répond affirmativement à cette question. En octobre 1794, il publie une brochure intitulée, *Enfin la vérité sur les colonies*, dans laquelle il explique que si les Anglais ont triomphé, c'est que la seconde fois, Rochambeau n'a pas voulu recourir aux Noirs, que la rumeur a circulé que la Convention se prononçait sur le maintien de

(16) Laurent DUBOIS, *Les esclaves de la République*, Paris, Calmann-Lévy, 1998, p. 129.

(17) *Ibid.*, p. 130.

(18) AN AD VII 21C, N° 45. Extraits des registres de la Société des Amis de la République française du 17 pluviôse an II (5 février 1794).

(19) AN DXXV 123, dossier 976, pièce 1, p. 22. Témoignage de Clément Joffrain.

l'esclavage. Il ajoute : « Je déclare que si je m'y étais trouvé en 1794, les Anglais n'y auraient trouvé que des cendres et des hommes libres »²⁰.

Pierre SERNA

Dans tous vos propos, il apparaît clairement une tension constitutive de la république entre trois pôles : son fondement théorique auquel se réfère chaque fois une nouvelle « renaissance », une réalisation pratique, qui se confronte le plus souvent à une situation conflictuelle qui se termine en guerre, et une opposition nette d'une partie de la société contre révolutionnaire par ce que j'appellerai son anti-républicanisme ontologique dont l'historien ne peut faire l'économie. Comment sortir de ces dangers qui menacent la république : la guerre, l'anti-républicanisme, la violence civile ?

Andrew JAINCHIL

Prenons le cas du Directoire, que j'ai étudié dans *Reimagining Politics after the Terror. The Republican Origins of French Liberalism*²¹. Après la Terreur, le discours dominant des révolutionnaires renvoie fortement à la tradition républicaine classique de la première modernité. Le langage politique de cette période fournit à ce moment républicain des termes-clés et l'essentiel de ses principes. Les Thermidoriens étaient captivés par les républiques antiques, l'abnégation de leurs héros, le patriotisme de leurs citoyens, la vertu civique de leurs mœurs. Ce qui ne les empêchait pas de rester prudents devant les pièges de ces modèles et d'en tirer les leçons. Dans ces limites, les choix politiques et les institutions qui marquèrent la France au lendemain de la Terreur s'inspirèrent de cette tradition, comme le firent particulièrement les rédacteurs de la Constitution de l'an III, clé de voûte du Directoire. Revenus de la croyance messianique des jacobins qu'une république toujours en alerte pourrait éventuellement repousser les limites de l'histoire, ils exprimèrent à plusieurs reprises des inquiétudes sur les contingences du régime républicain et imaginèrent le corps politique comme prisonnier des vicissitudes de l'histoire. Ils puisèrent dans la tradition républicaine l'équilibre des pouvoirs constitutionnels, le caractère vertueux et indépendant des citoyens actifs, la morale citoyenne tournée vers le bien public et la famille patriarcale.



(20) Yves BENOT, *La Révolution française et la fin des colonies*, Paris, La Découverte, 1989, p. 175-176.

(21) Andrew JAINCHILL, *Reimagining Politics after the Terror : The Republican Origins of French Liberalism*, Ithaca, New-York, 2008.

Pierre SERNA

Anne Simonin, d'autres formes de pacification ou de construction du vivre ensemble républicain, en temps de crise, ou de solution d'urgence existent pour éviter justement la guerre civile, arme de la contre-révolution, comme un comte de Montlosier l'a très bien conceptualisé ?

Anne SIMONIN

D'où, malgré tous les errements, la République quand même. D'abord parce que la sphère du non-droit, si elle n'a jamais totalement disparu, s'est réduite comme peau de chagrin à la Libération. En 1944, le comité juridique de la France Libre refusera d'examiner la proposition communiste de mise hors de la loi des adhérents de la Milice, et de certains membres du gouvernement de Vichy. La IV^e République doit à ce *non possumus* de ne pas avoir commencé dans un bain de sang. Ce n'est peut-être qu'en 1944 que « La République a appris à être sage » (Saint-Just), parvenant à imposer une justice politique, qui est toujours une justice de vainqueurs²², régulée par le droit. Entre 1793 et 1794, la Terreur a fait, selon le seul bilan statistique dont on dispose, 17 000 victimes légales. On dénombre 1 500 condamnés à mort exécutés à la suite de la répression des faits de collaboration qui s'est déroulée entre 1944 et 1951. Surtout, l'imaginaire politique de la mort sous la République est enfin parvenu à échapper à la guillotine. Dans le cadre de l'épuration, les privations de droit, les déchéances assorties d'interdictions professionnelles et d'interdictions de résidence emportées par le crime d'indignité nationale, furent la sanction la plus appliquée. Le mort le plus commun de la Libération est le mort « civique » ou l'indigne national maximum (10 000 personnes environ), l'individu vivant, libre d'aller et venir, ravalé à une citoyenneté de second rang pour avoir méconnu ses devoirs républicains entre 1941 et 1944.

Pour codifier les devoirs des citoyens, ce que les constituants avaient refusé de faire en 1789 ; ce que les thermidoriens avaient tenté en l'an III ; ce que les Résistants réussirent en l'an 152 ou 1944 comme on voudra, il faudra inventer un nouveau crime, le crime d'indignité nationale ou de lèse-République, et imaginer une nouvelle peine criminelle infamante, la dégradation nationale. Se faisant, les juristes de la résistance intérieure et de la France Libre ont véritablement assuré la « reprise » de la tradition

(22) Jean LECA, « L'exception en politique », dans François SAINT-BONNET (dir.), *L'Exception dans tous ses états*, Éditions Parenthèses, 2007, p. 104.

républicaine et de l'esprit des lois révolutionnaires en « osant » inventer la solution juridique propre à dénouer une situation historique d'exception.

Pierre SERNA

Frédéric Régent, dans la situation explosive des Îles du Vent, comment le vivre ensemble républicain peut-il se mettre en place sous le Directoire, lorsque la constitution de l'an III intègre de fait les colonies comme des départements jusqu'à la régression de 1802 ?

Frédéric RÉGENT

Ce n'est peut être pas ainsi qu'il faut observer la situation mais peut être de façon contraire ! Se targuant du calme qui règne dans la colonie contrairement à l'agitation de Saint-Domingue, Victor Hugues refuse l'application de la Constitution de l'an III sous prétexte qu'elle est impraticable dans les colonies. Son argument principal est que sans la contrainte, le cultivateur refusera de travailler car en Guadeloupe, « il ne faut que dix jours dans une année pour se procurer tous ses besoins et vivre agréablement sans nuire à la société, suivant l'esprit républicain de la constitution ». Hugues souligne la contradiction qui existe entre l'application de la Constitution et les règlements de culture sévères qu'il a mis en place sous l'injonction du Directoire. Ce n'est que graduellement que la Constitution pourrait être établie²³. Finalement, la Constitution de l'an III est appliquée par le successeur de Victor Hugues, Desfourneaux, à la fin de 1798. Quatre ans plus tard, c'est sur des papiers à en-tête de la République, que l'esclavage est rétabli, le 16 juillet 1802, que le titre de citoyen français est supprimé pour les hommes de couleur, le 17 juillet 1802 en Guadeloupe. Mais est-ce encore la République ?

Pierre SERNA

Au fond il semble que tous vous approchiez le domaine, l'espace, le plus sensible et le plus difficile à circonscrire pour comprendre le fondement de la république / question de la participation citoyenne non en terme d'accession au statut de citoyen, libre et combattant mais en tant que citoyen vertueux, c'est-à-dire éduqué aux mœurs de la république. C'est là le thème le plus délicat car on voit poindre immédiatement les détracteurs de cette rhétorique, la république comme régime absolu



(23) AN C7A 49, fol. 43-44. Les agents au ministre le 22 thermidor an IV (9 août 1796) de Basse-Terre.

régnant par les mœurs et donc la censure, ou bien la république soumise à la définition des bonnes mœurs, censées l'ordonner et par conséquent porteuses de censure, bref on approche là d'un terme essentiel, la question de la liberté, des libertés privées, publiques, individuelles et collectives comme authentique mesure de la république comme institution et de la république vécue dans sa quotidienneté, n'est ce pas ?

Dan EDELSTEIN

Madison l'a exprimé très succinctement dans le numéro 51 des *Federalist Papers* : « Si les hommes étaient des anges, ils n'auraient besoin d'aucun gouvernement ». Madison réagissait ici au premier gouvernement américain, dans lequel les assemblées législatives des treize États exerçaient un pouvoir presque illimité (alors que le pouvoir fédéral était extrêmement faible). À ses yeux, c'était là le modèle de la démocratie : des hommes qui se gouvernent, mais qui n'ont pas, à proprement parler, de gouvernement. En d'autres termes, et dans l'optique républicaine que prônait Madison, la démocratie est trop spontanée : elle ne tient pas compte de toutes les complexités de la législation et de la conduite d'un État. Pour cela, il faut des institutions bien réglées, qui forcent leurs représentants à peser plus soigneusement leurs décisions, à trouver un consensus, et à protéger les vues minoritaires.

Il y a donc une différence très réelle entre démocratie et république. Mais elle ne se limite pas à ces distinctions institutionnelles. Tous les théoriciens républicains, à commencer par Machiavel, insistent aussi sur l'importance des « mœurs » pour le bon maintien de l'État. On a tendance aujourd'hui à regarder d'un œil sceptique cette infusion de moralité en politique – tout cela sent un peu trop la vertu jacobine. Mais si on traduit « mœurs » dans une terminologie plus contemporaine, on découvre qu'au fond, les théoriciens républicains entendaient surtout qu'il fallait maintenir une « culture » républicaine. Leur crainte farouche de la corruption se comprend aussi mieux lorsqu'on songe que c'est très littéralement la corruption pécuniaire des fonctionnaires publics qui sape les États démocratiques.

Pierre SERNA

Frédéric Régent, je suppose que la question des mœurs est également essentielle dans les Antilles, là où même les défenseurs des esclaves se demandent si l'accumulation de tant de défauts dans la servitude a pu réellement rendre les anciens esclaves capables de devenir des citoyens dès la proclamation de leur liberté ?

Frédéric RÉGENT

La République reparaît aux Îles du Vent, en juin 1794. Victor Hugues chargé d'abolir l'esclavage, utilise le décret émancipateur pour armer les esclaves devenus citoyens. Victor Hugues présente les anciens esclaves sous un jour plus favorable, en juin 1795. Ceux-ci représentent à ses yeux l'authentique population des colonies, sa force véritable, à la fois pour son importance numérique, mais aussi pour les espoirs placés en elle :

« Les citoyens noirs sont généralement bons. Jusqu'à présent nous n'avons qu'à nous louer d'eux, leur conduite servira de réponse à ceux qui n'ont cessé de répéter et d'imprimer que l'Affricain devenu libre, tirerait une vengeance cruelle de ses injures : qu'il se jetterait comme un tigre sur ses anciens maîtres ; que cédant à ses paresseuses inclinations, il refuserait de travailler. Ces nouveaux citoyens jouissent paisiblement de leur nouvel état ; quoique non payés ils travaillent ».

Le commissaire décrit ensuite l'état d'abrutissement dans lequel l'esclavage les a plongés et leur possible régénération grâce à l'instruction prodiguée par la multiplication « des missionnaires de la liberté »²⁴. Un mois plus tard, Victor Hugues dresse un portrait psychologique plus complet des nouveaux citoyens. Il analyse la manière dont ces derniers reçoivent les idées nouvelles : « ils sentent le prix de la liberté par instinct et non par raisonnement », écrit le commissaire de la Convention. « Ces hommes naturellement bons à la société » doivent être instruits car ils sont incapables de comprendre les notions abstraites. « Il est même presque impossible de leur faire comprendre ce que c'est que la loi, la convention nationale. Leurs yeux fermés à la lumière et leur esprit abruti par l'esclavage, leur font les personnifier jusqu'à la divinité : la loi, la convention nationale, la Justice, tout se rapporte à un homme », ajoute Hugues. Ils interprètent concrètement la notion de liberté par la disparition des châtiments. « La disparition du fouet, des mutilations et des chaînes, leur est plus sensible que leur élévation et leur participation à toutes les places »²⁵.

La liberté on le voit est le résultat d'un long processus marqué par des ruptures ; apprendre la citoyenneté, comprendre ses intérêts, fait partie de l'apprentissage de ces mœurs républicaines.

(24) ANOM, C7A82 pièce 152. Lettre des commissaires délégués par la Convention aux Îles du vent au comité de Salut public du 20 prairial an III (8 juin 1795).

(25) ANOM, F3237. Événements historiques Guadeloupe. Lettre du commissaire civil Victor Hugues de la Guadeloupe au comité de Salut Public avec un portrait des nègres et gens de couleur de juillet 1795.



Andrew JAINCHILL

L'influence de la tradition républicaine classique sur la culture politique des lendemains de la Terreur se fait aussi ressentir dans les efforts intensifs des Thermidoriens pour réformer et républicaniser les valeurs et les mœurs de la population française. Pour écarter la menace que fait peser sur la République la corruption des mœurs, celle-ci doit être conjurée par la diffusion de la vertu dans l'ensemble de la population. Les caractéristiques principales de leur argumentaire sur ces thèmes sont autant de topiques empruntés au discours républicain de la première modernité : l'accent mis sur l'engagement politique, la rencontre de la morale publique et de la morale privée dans une même sphère, la vision misogyne de la place des femmes dans l'espace public. Le discours post-thermidorien est profondément et résolument façonné par ces héritages classiques.

Mais cette dimension des mœurs qui va devenir centrale pour toute la réflexion politique du XIX^e siècle n'a de sens que si elle est construite parallèlement, non au présupposé de la censure, mais à l'émancipation de tous et de chacun dans une pensée de la liberté.

Je ne vais pas me tourner vers les penseurs républicains classiques qui font autorité mais plutôt vers Benjamin Constant, philosophe politique généralement associé à la tradition libérale. Il s'intéressait de près aux effets du libéralisme sur le monde moderne. L'individualisme et l'intérêt particulier, la liberté sans frein des modernes faisaient craindre pour le corps politique une dépolitisation massive et la montée du despotisme. L'atrophie de la vie publique et cette menace du despotisme ne pouvaient être compensées que par l'engagement citoyen et par la liberté politique. Constant les recommande en conséquence afin de préserver l'État. Mais on considérerait aussi qu'une dévotion excessive portée à la liberté des anciens dénaturerait l'individu moderne, avide de définir lui-même sa vie idéale. La solution à ce dilemme, telle que l'envisage Constant, veut que, « loin de renoncer à aucune des deux espèces de liberté, [...] il faut [...] apprendre à les combiner l'une avec l'autre »²⁶. Si nous nous intéressons

(26) Benjamin CONSTANT, « De la liberté des anciens comparée à celle des modernes », 1819, dans *Écrits politiques*, éd. Marcel GAUCHET, Paris, Gallimard, 1997, p. 618 : « Loin donc, Messieurs, de renoncer à aucune des deux espèces de libertés, [...] il faut [...] apprendre à les combiner l'une avec l'autre » ; « Le danger de la liberté moderne, c'est qu'absorbés dans la jouissance de notre indépendance privée, et dans la poursuite de nos intérêts particuliers, nous ne renonçons trop facilement à notre droit de partage dans le pouvoir politique [...]. Les dépositaires de l'autorité ne manquent pas de nous y exhorter » ; « La liberté politique est le plus puissant, le plus énergique moyen de perfectionnement que le Ciel nous ait donné [...]. La liberté politique soumettant à tous les citoyens, sans exception, l'examen et l'étude de leurs intérêts les plus sacrés, agrandit leur esprit, anoblit leurs pensées ».

à la dimension républicaine, et pas seulement libérale (si souvent mise en avant) des écrits des anciens, il y a beaucoup à en tirer. Le républicanisme pourrait ainsi nous permettre de corriger le libéralisme.

La conviction de Constant que l'engagement politique est nécessaire pour éviter qu'une nation ne succombe au despotisme est très clairement exposée dans deux de ses textes : *De la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays* (1801-1803), et dans son fameux discours donné en février 1819 à l'Athénée royal. Le premier contient quelques-unes des déclarations républicaines les plus marquantes de son œuvre, alors que le second témoigne de la nécessité de combiner les libertés républicaines et libérales. Nous n'avons pas le temps de nous appesantir sur les recommandations constitutionnelles contenues dans *De la possibilité d'une constitution républicaine dans un grands pays*, mais retenons l'idée essentielle du premier *opus* : quelle que soit la part de désordre qui peut en résulter, l'engagement politique nous garantit de la torpeur du despotisme.

« [...] pour que le sentiment de la liberté pénètre jusque dans l'âme du peuple, il faut peut-être que la liberté revête quelquefois des formes à sa portée, des formes populaires, orageuses et bruyantes. J'aime mieux que quelques accidents imprévus en résultent, que si par l'absence de ces formes, la nation devenait indifférente et découragée ; lorsque la nation se désintéresse de ses droits, le pouvoir exécutif s'affranchit de ses limites ; alors il entreprend des guerres insensées, alors il se permet de vexations illégales ; et si vous m'objectez quelques malheurs individuels, quelques hommes périssant, étouffés par la foule, ou dans une rixe inopinée, je vous demanderai s'ils ne périssent pas ceux qu'on déporte au loin sur des plages désertes, ceux que le caprice d'un seul homme envoyé au-delà des mers pour des expéditions meurtrières, ceux qu'on entasse dans des cachots »²⁷.

En d'autres termes, négliger les libertés politiques livrerait une nation à un Bonaparte. Le ton du second *opus* n'est pas aussi ouvertement républicain mais Constant soutient une nouvelle fois l'importance d'une vie politique active. Alors qu'il fait à merveille l'éloge de la liberté des



(27) Benjamin CONSTANT, *De la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays*, *Fragments d'un ouvrage abandonné (1800-1803)*, dans Constant, *Discours au Tribunat ; De la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays (1799-1803)*, ed. María Luisa SÁNCHEZ-MEJÍA and Kurt KLOOCKE, vol. 4 des *Œuvres complètes de Benjamin Constant* (Tübingen, 2005), p. 572.

modernes et de leur capacité à reconnaître les désirs et les besoins de leurs contemporains, il démontre aussi qu'il est dangereux de se consacrer exclusivement aux « plaisirs privés » qui laisseraient le gouvernement agir sans contrôle. « Le danger de la liberté moderne, c'est qu'absorbés dans la jouissance de notre indépendance privée et dans la poursuite de nos intérêts particuliers, nous ne renoncions trop facilement à notre droit de partage dans le pouvoir politique ». Ceux qui détiennent le pouvoir, « les dépositaires de l'autorité » comme les appelle Constant, « ne manquent pas de nous y exhorter ». Et l'auteur de poursuivre : ce serait une perte, car la poursuite du bonheur individuel seul négligerait « le meilleur de nous-mêmes ». Les modernes doivent chérir la liberté politique, car seule la liberté des anciens peut stimuler le perfectionnement moral de l'humanité. « La liberté politique est le plus puissant, le plus énergique moyen de perfectionnement que le Ciel nous ait donné » et « la liberté politique », en soumettant à tous les citoyens « l'examen et l'étude de leurs intérêts les plus sacrés, agrandit leur esprit et anoblit leur pensée »²⁸. Alors même que la marche de l'histoire a favorisé la liberté des modernes, une bonne dose de liberté des anciens est nécessaire pour empêcher une complète atrophie de la politique publique et un appauvrissement encore plus profond de l'humanité.

Pierre SERNA

Anne Simonin, vous partagez ce point de vue, comment voyez-vous la question des mœurs en république dans une vision large de plus de deux siècles ?

Anne SIMONIN

En 1944 comme en l'an II, la question des principes fondamentaux du droit républicain s'est trouvée posée avec une acuité et une actualité rarement atteintes depuis. D'où la violence des débats concernant la rétroactivité de l'indignité nationale, une loi pénale qui, *a priori*, contrevient à l'article 8 de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* – « Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit ». Les concepteurs de l'indignité nationale n'ont pas ignoré le problème. En produisant les justifications de l'« Exposé des motifs », ils ont précisé les intentions du législateur et admis le caractère provisoire de la loi : les temps d'exception appellent une loi de circonstance. Cette loi « révolutionnaire » n'a pas vocation à éliminer physiquement le délin-

(28) *Ibid.*, p. 616-617.

quant en le guillotinant, ni à l'exclure de la communauté en lui appliquant une déchéance de nationalité. Elle se limite à le dégrader, autrement dit, une nouvelle fois, à le *rérograder* dans l'ordre des citoyens. Ce que l'indignité nationale affirme est paradoxalement l'inaliénabilité de la dignité du sujet de droit : l'indignité ne sera que transitoire, ou très exceptionnellement permanente ainsi que l'atteste sa jurisprudence.

Se faisant, loin d'entériner le « déclin du droit »²⁹, les juristes de la résistance ont imposé au droit pénal en 1944 d'assumer la mission civique, voire même civilisatrice, qui a toujours été la sienne depuis les origines de la République. Par le biais de la survivance des peines infamantes dans le code de 1791, le droit pénal s'est trouvé investi d'une fonction politico-morale : celle de réprimer autant que de réprouver un certain type de comportement qualifié « indigne ». En 1944, en dégradant celui qui s'est rendu coupable d'une action « indigne », le droit pénal n'ambitionne rien d'autre que d'assurer le triomphe des bonnes mœurs *politiques*. Une espèce particulière de bonnes mœurs, étrangère aux dérives « terroristes », irréductible à une discipline des comportements sexuels parce qu'elle est fondamentalement une composante de l'ordre public républicain, et non un resurgissement déguisé de l'ordre moral. Sans les bonnes mœurs *politiques*, aucune République ne peut prétendre réaliser les principes de liberté, d'égalité, de fraternité affichés à ses frontons. « Des mœurs, sans elles point de République et sans République point de mœurs » dira l'abbé Grégoire dans son célèbre discours de prairial an II (juin 1794).

Pierre SERNA

On en revient en fin de cette discussion passionnante à ce qui caractérise la république au travers de son exceptionnelle exception : son extrême politisation que ce soit dans ses institutions, dans ses pratiques, dans sa politique. C'est-à-dire que, contrairement à la démocratie et à sa dimension technique, participative et électorale ou bien à toute forme de régime liberticide, dans la République, l'engagement permanent, la dimension civique doivent être rappelés sans cesse, faisant de ce régime, une immense entreprise collective de volontarisme. Pouvons-nous conclure sur cet aspect ?

Qu'en pensez-vous Andrew Jainchill ?



(29) Georges RIPERT, *Le Déclin du droit* [1949], Paris, LGDJ, 2001.

Andrew JAINCHILL

De nos jours, le terme et le concept de république a en grande partie oublié son héritage historique, surtout celui issu de la tradition républicaine classique. Cela a entraîné à la fois un gain et une perte. La principale perte fut l'oubli de l'importance portée par la tradition à la liberté politique. Avec l'atrophie de la vie politique qui marque le monde contemporain, renouer avec cette tradition pourrait s'avérer salutaire³⁰. Comme Quentin Skinner le montre dans de nombreux articles, la politique moderne a essentiellement hérité de la définition qu'Hobbes donnait de la liberté et de la construction des États, qui est à l'origine d'une contre-révolution hostile à la conception républicaine de la liberté. Pour Skinner, le retour à cette dernière est potentiellement une voie à suivre pour réanimer la vie politique aujourd'hui. J'aimerais insister sur quelques aspects de la vie républicaine moderne autres que ceux mis en avant par Skinner et Philip Pettit (actuellement le défenseur le plus en vue de la renaissance de la tradition républicaine), en soulignant l'importance de cette tradition en matière de liberté politique et de vie politique elle-même, plutôt que d'associer le concept de liberté à la non-domination.

Pierre SERNA

Et vous Frédéric Régent ?

Frédéric RÉGENT

Je crois que la République repose en effet sur cet engagement permanent des citoyens, à la fois militaire et moral. Cet engagement est massif lors des périodes de menace. En effet, nous observons aux Antilles, que c'est lorsqu'elle est la plus menacée que la République trouve les ressources pour triompher en inventant des dispositifs comme la citoyenneté sans condition de cens ou l'abolition immédiate de l'esclavage sans indemnisation des colons. Lorsque la République est moins menacée, on sent un relâchement des mœurs. Les notables commencent à profiter du régime en étant les bénéficiaires des confiscations des plantations des émigrés royalistes. De nombreux militaires participent et profitent d'opérations corsaires. N'hésitant pas, lors de la capture de navires négriers ennemis, à vendre leur cargaison comme esclaves dans des colonies étrangères. La masse des cultivateurs n'est plus sollicitée pour la défense de la Répu-

(30) Quentin SKINNER, *Hobbes and Republican Liberty*, p. 212; du même : « States and the Freedom of Citizens », dans *States and Citizens : History, Theory, Prospects*, éd. SKINNER et BO STRATH, Cambridge, 2003.

blique, mais pour la nourrir. Nous retrouvons alors, comme sous l'Ancien Régime, une tripartition de la société entre ceux qui combattent, ceux qui servent non pas Dieu mais la République (les notables) et ceux qui travaillent. D'ailleurs, militaires et notables prennent le pouvoir à Saint-Domingue et en Guadeloupe. Lorsque Napoléon Bonaparte veut établir son ordre dictatorial dans les colonies, c'est au nom de la République que ces militaires prennent les armes contre lui. Toutefois, la fracture entre militaires et cultivateurs est telle que l'alliance entre les deux est devenue difficile. Cette alliance ne s'opère pas en Guadeloupe et la République est vaincue. Les hommes de couleur ne peuvent plus porter le titre de citoyens français à partir du 17 juillet 1802. À Saint-Domingue, cette non alliance scelle la défaite et la déportation de Toussaint Louverture en mai-juin 1802. Pourtant, en octobre 1802, lorsque les militaires de couleur se sentent menacés de déportation, ils renouvellent leur alliance avec la masse des cultivateurs qui avait permis la victoire de la République en 1793-1794. Fort de cette alliance, militaires et cultivateurs triomphent des troupes de Bonaparte et proclament l'indépendance de Saint-Domingue, sous le nom d'Haïti, le 1^{er} janvier 1804. Le danger immédiat dissipé, la République haïtienne devient un Empire, l'année suivante. La République et ses valeurs ont donc besoin d'un danger immédiat pour être transcendées.

Pierre SERNA

Et vous Dan Edelstein ?

Dan EDELSTEIN

Les néo-conservateurs (G. Bush en tête) pensaient et continuent de penser que la démocratie était « naturelle », qu'elle réfléchissait un penchant « universel » des hommes. Des penseurs républicains n'auraient pas agi de même, et auraient reconnu que les mœurs comptaient pour autant que des élections démocratiques dans l'établissement d'une république stable. Je ne cherche surtout pas par là à suggérer que le républicanisme est une forme de gouvernement purement occidentale. Mais je crois qu'on se leurre quand on s' imagine qu'une nation sans tradition républicaine peut du jour au lendemain devenir une démocratie stable. Une étude fascinante, menée par le célèbre politologue américain Robert Putnam, montre bien l'importance de cette tradition au sein d'un seul pays, l'Italie. L'ouvrage, *Making Democracy Work*, compare le bon fonctionnement des gouvernements locaux au nord et au sud de l'Italie. Les résultats sont prévisibles : au nord, les citoyens sont nettement plus



satisfaits de leurs gouvernements qu'au sud. Putnam explique cette différence par l'histoire : l'Italie du nord a connu des républiques depuis le ^{xiii}^e siècle, alors que l'Italie du sud a été soumise à un gouvernement monarchique et absolutiste. La culture politique du nord mettait l'accent sur la participation civique ; celle du sud, sur les réseaux de patronage. Au fond, Putnam s'inscrit dans la lignée de Tocqueville, qui insistait sur le rôle fondamental des associations civiques dans la vie politique américaine.

Il serait intéressant d'étudier comment la distinction entre démocratie et république a disparu au fil du temps, du moins en Amérique. Il se peut que l'appropriation du terme par les « républiques populaires » du bloc soviétique l'ait contaminée aux yeux des politologues américains pendant la guerre froide (ceci dit, Mao parlait aussi de « démocratie nouvelle »). Cependant l'oubli de cette distinction est sûrement à regretter. Réduire la république en démocratie, c'est échanger un riche héritage culturel – des traditions civiques, une philosophie politique, et une conception forte de la citoyenneté – pour un système abstrait et impersonnel, voire « désenchanté ». Comme le philosophe politique Michael Sandel l'a suggéré, dans un livre qui puise d'ailleurs dans la tradition classique du républicanisme, il y a un « malaise » dans la démocratie, malaise qui s'aperçoit, entre autres, dans le taux croissant d'abstention, et dans le sentiment de la plupart des citoyens d'être détaché de leurs gouvernements. Vivre en république, c'est reconnaître que le gouvernement seul ne fait pas un État, mais que les citoyens et la culture républicaine en font consubstantiellement partie.

Pierre SERNA

Il vous revient le dernier mot Anne Simonin.

Anne SIMONIN

Ce « volontarisme » républicain est le talon d'Achille de la République, à laquelle ces détracteurs reprochent toujours de vouloir en faire « trop », en matière de bonnes mœurs en particulier, et de soumettre la vie privée des citoyens à une insupportable censure. Or, la jurisprudence l'atteste, les « bonnes mœurs » ont été le moyen trouvé par les rédacteurs du Code civil (1804) pour préserver l'héritage de la Révolution et enchaîner, en quelque sorte, la vertu au droit, en définissant un « minimum civique », socle indispensable à un vivre-ensemble républicain. C'est au nom du principe, aujourd'hui en vogue de « dignité de la personne humaine » qu'ont été portés les coups les plus imparables à la

liberté de l'individu³¹. La tradition a ceci de fécond dans la République qu'elle nourrit le présent des débats du passé. L'obsession n'est pas tant de commémorer, que de mesurer l'écart entre les principes revendiqués (« Liberté, Égalité, Fraternité ») et leur (imparfait) accomplissement. Que sommes-nous en train de faire non pas tant « à » que « de » notre passé républicain ?

Pierre SERNA

Je vous remercie et en votre nom dédie ces regards croisés sur la République à la mémoire de Claude Nicollet et de son infatigable labeur de compréhension de ce que fut la citoyenneté dans la République, de la Rome Antique à la France de nos jours, et de son interrogation constante sur les valeurs à défendre des idées républicaines.

Dan EDELSTEIN

Stanford university

danedels@stanford.edu

Andrew JAINCHILL

Queen's University, Canada

Andrew.Jainchill@queensu.ca

Frédéric RÉGENT

Université de Paris I – Panthéon Sorbonne, IHRF

frederic.regent@univ-paris1.fr

Pierre SERNA

Université de Paris I – Panthéon sorbonne, IHRF

pierreserna@wanadoo.fr

Anne SIMONIN

CNRS/ IRICE Paris I

simonin.anne@wanadoo.fr



(31) Bénédicte LAVAUD-LEGENDRE, *Où sont passées les bonnes mœurs ?*, Paris, PUF, 2005.

Bibliographie

Cette bibliographie, simplement indicative, réunit quelques titres ayant inspiré les auteurs de l'entretien.

- Bruce ACKERMAN, *Au nom du peuple, Les fondements de la démocratie américaine*, préface de Patrick Weil, Paris, Calmann-Levy, 1998.
- Serge AUDIER, *Les théories de la république*, Paris, La découverte, 2004.
- Bronislaw BACZKO, *Politiques de la Révolution française*, Paris, Folio, 2008.
- Keith BAKER, « Transformations of Classical Republicanism in Eighteenth-Century France », *Journal of Modern History*, 73 (2001), p. 32-53.
- David BELL, *The Cult of the Nation in France : Inventing Nationalism, 1680-1800*, Cambridge, Harvard University Press, 2001.
- Gisele BOCK, Quentin SKINNER, Maurizio VIROLI, eds., *Machiavelli and Republicanism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- Bernard COTTRET, *La république et le royaume, XVI^e XVIII^e siècle, l'héritage protestant*, Paris, Éd. de Paris, 2008.
- Biancamaria FONTANA, ed., *The Invention of the Modern Republic*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- Laurent DUBOIS, *Avengers of the New World : The Story of the Haitian Revolution*, Cambridge, Harvard University Press, 2004 ; trad. fr., *Les Vengeurs du Nouveau Monde : histoire de la révolution haïtienne*, Rennes, Les Perseides, 2006.
- Laurent DUBOIS, *A Colony of Citizens, Revolution and Slave Emancipation in the French Caribbean (1787-1804)*, Chapel Hill, University of California Press, 2004.
- Dan EDELSTEIN, *The Terror of Natural Right : Republicanism, the Cult of Nature, and the French Revolution*, Chicago, university of Chicago Press, 2009.
- Michel FOUCAULT, *Le courage de la vérité, le gouvernement de soi et des autres*, cours au collège de France, 1984, Paris, Gallimard, 2009.
- Romain GARY, *Ode à l'homme qui fut la France*, Paris, Gallimard, 2000.
- Éric GOJOSSE, *Le concept de république en France*, Aix-en-Provence, P.U. Aix, 1998.
- Juliette GRANGE, *L'Idée de République*, Paris, Pocket, 2008.
- Andrew JAINCHILL, *Reimagining Politics after the Terror : the Republican Origins of French Liberalism*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2008.

- Andreas KALYVAS et Ira KATNELSON, *Liberal Beginings, Making a Republic for the Moderns*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- Jean Claude MICHÉA, *La double pensée, retour sur la question libérale*, Paris, Champs essai, 2008.
- Claudia MOATTI et Michèle RIOT-SARCEY, *La république dans tous ses états*, Paris, Payot, 2009.
- Raymonde MONNIER, *Républicanisme, patriotisme et Révolution française*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- Claude NICOLET, *La République en France, état des lieux*, Paris, Seuil, 1992.
- Claude NICOLET, *L'idée républicaine en France 1789-1924, essai d'histoire critique*, Paris Gallimard [1981], 1995.
- Claude NICOLET, *Histoire, Nation, République*, Paris, Odile Jacob, 2000.
- Annie PEROTIN-DUMON, *Etre patriote sous les tropiques, la Guadeloupe, la colonisation et la Révolution (1789-1794)*, Société d'Histoire de la Guadeloupe, 1985.
- Philip PETTIT, *Républicanisme. Une théorie de la liberté et du gouvernement*, Paris, Gallimard, 2003
- J.G.A. POCKOCK, *The Machiavellian Moment : Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition*, Princeton, Princeton University Press [1975] 2003 ; trad. fr., *Le moment machiavélien*, Paris, PUF, 1997.
- Philippe RAYNAUD, *Trois révolutions de la liberté, Angleterre, Amérique France*, Paris, PUF, 2009.
- Frédéric RÉGENT, *Esclavage, métissage, liberté. La Révolution française en Guadeloupe (1789-1802)*, Paris, Grasset, 2004.
- Pierre ROSANVALLON, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris, Seuil, 2003.
- François SAINT-BONNET (dir.), *L'Exception dans tous ses états*, Éditions Parenthèses, 2007.
- Pierre SERNA (dir.), *Républiques sœurs, Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, PUR, 2009.
- Pierre SERNA, *La république des Girouettes, 1789-1815 et au-delà, la France de l'extrême centre, une anomalie politique*, Seyssel, Champ Vallon, 2005.
- Anne SIMONIN, *Le déshonneur dans la république, Une histoire de l'indignité 1791-1958*, Paris, Grasset, 2008.
- Quentin SKINNER, *La liberté avant le libéralisme*, Paris, Seuil, 2000.
- Jean-Fabien SPITZ, *La liberté politique : Essai de généalogie conceptuelle*, Paris, PUF, 1995.



Jean-Fabien SPITZ, « Republicanisme et libéralisme dans le moment révolutionnaire », *AHRF*, n° 358, 2009-4, p. 20-46.

Johnson Kent WRIGHT, *A Classical Republican in Eighteenth-Century France : The Political Thought of Mably*, Stanford, Stanford University Press, 1997.